

Nous avons créé, avec vous, en 2006, ce Collectif de Défense et de Développement des Services Publics en Combrailles, dans la prise de conscience de la dégradation continue et inacceptable des services publics sur notre territoire et dans la recherche d'une forme de résistance dans laquelle la présence, la parole des citoyens tiendraient leur place.

Il n'est pas besoin de rappeler toutes les attaques portées aujourd'hui aux services publics ; je ne ferai que rappeler des propos, maintes fois prononcés, notamment ici même, à chaque rassemblement aux Fades, mais citons entre autres :

- **le rail**, parce que le lieu est symbolique, la « suspension fermeture » de la ligne, l'oubli du viaduc à la rouille nous restent toujours en travers et Luc Bourduge nous livrera, tout à l'heure, quelques informations complémentaires.
- **l'école** parce que les milliers de suppressions successives de postes d'enseignants ne peuvent être la garantie du meilleur enseignement et nos communes rurales ne sont pas épargnées, voir même déjà mises en ligne de mire, comme cela a été annoncé pour une classe aux Ancizes à la rentrée 2012.
- **l'hôpital et la protection sanitaire** parce qu'une organisation de seule rentabilité à l'acte ne peut répondre à la question de santé accessible à tous économiquement et géographiquement ; ainsi si l'hôpital de Riom s'effrite encore un peu plus, les 3/4 des malades urgents des Combrailles, traumatisés cérébraux ou cardiaques et les femmes enceintes se trouveront forcément à plus de 30 ou 45 minutes du premier lieu spécialisé d'accueil.
- **l'énergie**, parce que le futur compteur Linki, que les gens ne demandent pas mais qu'ils devront payer, deviendra l'oeil froid qui commandera à l'ordinateur glacé de couper l'électricité des foyers en difficulté ; existera-t-il encore longtemps une période hivernale de secours et de solidarité quand la misère deviendra un crime et la pitié synonyme de mépris.
- **le service postal**, parce que la nouvelle entreprise capitaliste veut bien volontiers participer à des festins de marchés juteux mais désert nos campagnes, y compris, encore aux Ancizes où après tous les efforts politiques et économiques tendant à redresser l'image du premier pôle industriel des Combrailles, la Poste veut fermer le bureau le lundi, accomplissant inexorablement le programme que les élus lui ont affiché Place du Marché : « l'engrenage infernal ».
- citons encore l'organisation publique des systèmes de **protection sociale et de retraite** donnée en pâture aux morfales des sociétés privées voire à la fratrie même du monarque élyséen.

Lequel n'hésite pas, par les réformes successives, à priver les collectivités locales des moyens qui serviraient, par force, au maintien et à l'amélioration de trop de secteurs d'interventions qui assurent pour tous une vie collective publique et égalitaire.

L'argent qui ne sera plus amené à la collecte publique par les grands groupes le sera par les ménages.

La réforme de la taxe professionnelle gonflera les portefeuilles à l'identique du bouclier fiscal ; elle ne servira jamais à ré-industrialiser ni à ré-équiper la France, pour faire espérer aux enfants des ménages, eux touchés par l'impôt en compensation, autre chose que le chômage.

Le jeu risqué de la Bourse, la spéculation, la tricherie à l'échelle mondiale, l'entretien de la misère du grand sud contre l'inchiffrable richesse du petit nord ne sont pas des pratiques dignes de la vertu, la morale et l'humanité.

Mais le pire, c'est que les puissants de ce monde voudraient aujourd'hui nous accabler de remords, nous dire que si leur système grippe, si les banques protégées et à la fois protectrices de ce système peinent et risquent de ne plus aider des pays qu'elles auraient elles-mêmes mis en difficulté, mais où la grande souffrance toucherait d'abord les hommes.....,

ils voudraient nous dire que ce serait la faute, la grande faute de ces hommes, la faute inexpiable de ces peuples qui veulent vivre et ne rien comprendre à la cotation des valeurs, à la note d'excellence du triple A, à l'exercice strictement privé d'officines regroupant une poignée d'individus initiés à qui on aurait octroyé le droit de tenir par les couilles les politiques de tous les pays..., et qu'ils veulent faire mal.

La dette, la dette, la dette.... vous n'écoutez et ne verrez que ça, jusqu'aux élections de 2012 et probablement encore longtemps après, si peu de choses changeaient alors.

La dette, la dette, la dette...est ce que le berger irlandais ou grec a la dette de son troupeau quand la finance a envahi les îles pour la spéculation immobilière et touristique.

La dette, la dette, la dette....est ce que la jeunesse grecque, espagnole ou portugaise a une dette parce que l'émancipation au fascisme et à l'obscurantisme coûte cher en équipements socio-culturels et en universités.

Est ce que les 75 000 enfants français non scolarisés à la rentrée 2011, rassurez-vous ils ne sont pas tous du 16ème arrondissement parisien, ont une dette envers le ministre fanfaronnant de l'Education Nationale.

Est ce que les filles de Cooper Luminox, force de travail productrice à Riom, ont une dette envers leur patron voyou, délocalisateur et autant avide de subventions que de dividendes.

La dette, la dette, la dette...c'est l'outil que le capital a choisi pour faire voir à la population le monde selon le dictat financier et imposer ce mode de vision unique, pour une pensée unique.

C'est la longue vue appliquée sur l'œil du citoyen, à l'envers, le gros coté contre l'orbite, sur laquelle on exerce la pression la plus forte, avec l'intention de crever l'organe et de priver à jamais le citoyen de sa propre vision, de sa réflexion, de sa conscience politique...

la longue vue à l'envers, coté fermé sur l'horizon, qui rétrécit obligatoirement le champ des possibles, qui rétrécit inexorablement l'espoir des peuples dans ce qu'ils appellent la rigueur, la monopolisation de la parole et des actes par le traitement de l'économie...

tous les jours, l'économie, imposant au delà de la rigueur, l'austérité qui se transforme en douleur quotidienne pour des hommes et des femmes qui ne comprennent plus où s'est arrêtée la République, dans la course effrénée au seul profit, où les casaques privées estampillées du nom des grands groupes Véolia et autre Suez, cavalent les couloirs qu'ils croient encore réservés à EDF, GDF, SNCF, LA POSTE....

des hommes et des femmes qui croient encore que l'amélioration évoquée des services est synonyme de liberté dans la République, quand il s'agit de libéralisme dans le monde sans scrupule des marchés.

Mais cette dette, cette longue vue à l'envers, ce ne sont pas les nôtres, ce ne sont pas celles des peuples qui devraient vivre, qui veulent vivre autrement que dans le tunnel fermé de la mécanique des systèmes boursiers et financiers.

Tournons alors l'outil dans l'autre sens, coté large ouvert sur l'avenir, inversons le mode de pensée unique et interpellons les politiques pour qu'ils mettent enfin un projet de société avant l'économie.

Je n'ai pas besoin de vous décrire longtemps ce que pourrait être alors un autre monde, et qu'on ne me dise pas comment le financer, un monde qui proposerait :

- une école publique et gratuite où tous les enfants seraient préparés dans les meilleures conditions d'accès aux connaissances et à la culture.
- un système global de santé publique où l'attention serait portée à toutes les classes d'âges, dans la prévention comme dans l'intervention, avec toujours en préalable le souci de la dignité humaine.
- une organisation territoriale publique où chaque citoyen retrouverait le sens de la solidarité et de l'égalité parce que la concurrence serait rétrogradée après l'utilité publique.
- un pôle bancaire public encadré par le pouvoir politique, forteresse républicaine contre les agissements spéculatifs et belliqueux des affairistes.

La liste pourrait être longue pour un monde meilleur ; ce n'est pas un rêve, simplement une autre vision de la vie, la longue vue dans le bon sens et le projet de société au bout.

Il faut pour cela que ceux qui ont, qui auront la charge de l'organisation sociétale, les élus, mettent le projet avant l'économie, mettent les hommes avant les chiffres et ne se replient pas en permanence dans la manipulation de la calculette.

L'avenir n'a pas besoin de nouveaux chiffres, toujours mal étayés de toute façon tant les paramètres, eux-mêmes chiffrés, sont en permanence manipulés.

Les chiffres n'établiront jamais une vérité pour l'avenir qui doit se construire sur une transformation sociale pour l'humain et de toute évidence l'humanité, à l'échelle mondiale, aujourd'hui, a besoin d'un projet collectif.

Nous ne faisons, ici, à notre petite échelle, par la volonté que nous avons à voir le service public et collectif perdurer et devenir l'axe de développement de notre territoire, nous ne faisons, dans ce rassemblement qu'exprimer cette envie.

Cette expression est pacifique, conviviale, le sera-t-elle ainsi jusqu'à quelle limite ?

Elle est d'abord comme l'a écrit le journaliste de la Montagne, une forme d'indignation à la Stéphane Hessel et cette position est un socle minimal et indispensable dans le rapport de force qui nous oppose aux pouvoirs publics aujourd'hui.

Oui, il doit y avoir de l'indignation de la part de la population.

Oui il doit y avoir de l'indignation de la part des syndicats.

Et encore oui, il doit y avoir de l'indignation de la part des élus, pris en otage dans l'enfermement d'une gestion imposée à court terme qui décourage toute conception d'un projet collectif et public de véritable aménagement complet du territoire.

Nous sommes aujourd'hui, les élus, malgré nous pour certains, tous, sinon responsables, au moins dans une responsabilité partagée de la destruction d'une partie du cadre de la vie collective dans les Combrailles, quand bien même de bonnes intentions seraient écrites dans le SCOT cosigné hypocritement par l'Etat.

Les citoyens ne voient plus en nous que le dernier rempart contre le rouleau compresseur étatique à la direction bloquée pour le moment.

Je rappelle que le Collectif a ouvert l'adhésion aux entités morales et institutionnelles comme les Mairies et les Syndicats ; l'adhésion volontaire et participative a un autre sens politique que la subvention ou l'aide ponctuelle.

Faisons en sorte de rassembler, autour de ce Collectif, sur les critères d'un autre choix de société et exprimons ensemble, collectivement pour plus de force, la très grande indignation qui est la nôtre, mais aussi les propositions pour que le territoire des Combrailles se développe autour de véritables services publics renforcés.